



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 17/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MODERTECH INDUSTRIES

15 allée Mathieu Murgue
Terrenoire
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243_EAR_24_130
Code AIOT : 0006105089

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement MODERTECH INDUSTRIES implanté 15 allée Mathieu Murgue Terrenoire 42000 Saint-Étienne. L'inspection a été annoncée le 20/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MODERTECH INDUSTRIES
- 15 allée Mathieu Murgue Terrenoire 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006105089
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est spécialisé dans le traitement de surface.

Il est soumis au régime général de l'autorisation de par la rubrique ICPE n° 3260 (traitement de surface).

Néanmoins, pour un traitement de surface, deux arrêtés ministériels sont applicables au site :

- l'arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations

relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

- l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par ailleurs, le site est également concerné par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 (relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation) dit « arrêté PFAS ».

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44	Demande d'action corrective	1 mois
10	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46	Sans objet
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 33	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46	Sans objet
9	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site réalise une autosurveillance de ses rejets aqueux. Les données indiquent plutôt une bonne gestion du site.

En cas d'anomalie, l'exploitant met en œuvre des actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée :
Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement

<p>mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté plusieurs plans de réseaux. Chacun des réseaux est identifié.</p> <p>Selon les plans des réseaux d'eaux sur le site, datés de 2020, ils sont séparatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - eau d'alimentation (issue du réseau AEP de la commune), - eaux usées, - eaux de toiture et voirie, - eaux industrielles. <p>Cependant, les trois réseaux de rejets (usées, toiture/voirie, industrielles) rejoignent le réseau communal qui n'est pas séparatif.</p> <p>Les plans comportent à minima les arrivées d'eau et les points de rejets associés à chaque réseau, la localisation du compteur. L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas eu de modification des réseaux depuis 2020.</p> <p>Les eaux industrielles passent par un système de traitement interne par déchromatation, déphosphatation et décantation avant d'être rejetées dans le réseau communal. Les différentes étapes de ce traitement interne sont régulées par des sondes.</p> <p>Le site est équipé de deux disconnecteurs, chacun pour un atelier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux industrielles sont rejetées au milieu communal via un seul point de rejet. Le jour de l'inspection, le liquide au point de rejet ne présentait pas de mousse, ni de couleur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de prélèvements sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement,</p>

etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site possède un seul point de prélèvement au droit du seul point de rejet. Ce point de prélèvement est facilement accessible y compris pour un intervenant extérieur. Il est localisé au sein d'un des ateliers, au niveau de la station de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : Des prélèvements et analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance (métaux et cyanures totaux) sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.
Constats : Via l'outil dédié Gidaf, l'inspection a analysé les données sur une période de 14 mois : de janvier 2023 à février 2024. Les périodicités des prélèvements réalisés par l'exploitant et par un organisme tiers sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 33
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : I. Les rejets d'eaux résiduaires se font exclusivement après un traitement approprié des effluents. Ils respectent notamment les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté.
Constats : L'inspection constate quelques dépassements de certaines VLE (valeurs limites d'émissions) en concentration et en flux, sur les données hebdomadaires, pour certains métaux. Par exemple, pour le manganèse, la VLE en flux est de 25 g/j, alors que la teneur maximale observée est de 45 g/j. Les trois champs « Commentaire » de l'onglet de synthèse sous GIDAF afin d'explicitier ces dépassements sont renseignés par l'exploitant. Une grande majorité de ces dépassements sont dus à : <ul style="list-style-type: none">- des dysfonctionnements de capteurs dans les cuves de traitement. Ces derniers sont de type flotteur, soit une technologie « marche/ne marche pas » qui ne peut faire l'objet de maintenance préventive. C'est sur ce problème que sont observés les dépassements ;- des causes inexplicables pour quatre dépassements,- des mauvais réglages de pompes d'injection après remise en route de cuves. L'inspection invite l'exploitant à s'interroger de la pertinence des systèmes de traitement au regard des performances constatées et des résultats des surveillances.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée :

<p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du Code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant transmet régulièrement et à la périodicité requise les résultats de son autosurveillance via GIDAF.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir mis en place une gestion qui identifie la personne « principale » dédiée à Gidaf. Et deux autres personnes en secours, en cas d'absence de la personne principale. L'exploitant a également présenté un tableau de suivi des différentes actions à réaliser sur le site, comprenant l'autosurveillance des rejets aqueux. Ce tableau comporte les périodicités associées à chaque action, dont la transmission des données via Gidaf.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Débit de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet. Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au niveau du point de prélèvement, le site est équipé d'un système de prélèvement automatique.</p> <p>Le site est équipé de deux compteurs d'eau dont les données sont relevées quotidiennement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'un pour l'eau prélevée (volume entrant), - l'autre pour l'eau rejetée (volume sortant). <p>Sur la période de janvier 2023, à février 2024, l'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les débits max journaliers (20 m³/j) autorisés sont respectés, sauf pour un seul jour : 21,6 m³/j le 23 mai 2023 soit un dépassement de 3 % de la valeur autorisée, - le pH autorisé est respecté. <p>La station de traitement est gérée par automates, avec système de supervision informatique. En cas d'anomalie, la supervision génère une alarme visuelle et sonore dans l'atelier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 s'appliquent. Elles concernent notamment la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I : Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Si l'exploitant réalise lui-même ses prélèvements, la conservation des échantillons par l'échantillonneur automatique se fait à une température de 5 ± 3 °C conformément au guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE (paragraphe 2.1.4.a). Constats : Le site réalise lui-même les prélèvements dans le cadre de l'autosurveillance, à partir d'un échantillonneur automatique frigorifique. Après récupération des échantillons, ceux-ci sont analysés de suite puis conservés une semaine dans un réfrigérateur. Le jour de la visite, l'inspection a constaté que les prélèvements présents dans l'échantillonneur étaient froids. Cependant, l'exploitant n'ayant pas un équipement de contrôle de la température pour l'échantillonneur, l'inspection n'a pas pu vérifier si cette température était à 5 ± 3 °C. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra en place une procédure afin de contrôler la température de l'échantillonneur automatique frigorifique, selon une périodicité qu'il définira. La température doit être de 5 ± 3 °C conformément au guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE (paragraphe 2.1.4.a). Type de suites proposées : Avec suites Proposition de suites : Demande d'action corrective Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 s'appliquent. Elles concernent notamment la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I : S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux

ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. [...]
Constats :
Le site n'ayant pas à faire des analyses annuelles, ce point n'est pas applicable au site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Le site est au régime général de l'autorisation de par la rubrique ICPE n° 3260. Selon l'article 1 ^{er} de l'arrêté du 20 juin 2023 dit arrêté PFAS, le site est concerné par la recherche des substances per-ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans ses émissions aqueuses. Selon le point II de l'article 4 du même arrêté, l'exploitant avait 6 mois pour réaliser sa première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté, soit au plus tard fin décembre 2023. Sur l'outil dédié Gidaf, l'inspection a constaté qu'aucune donnée n'avait été saisie. Néanmoins un fichier a été téléchargé dans Gidaf. Il s'avère que ce fichier correspond à une campagne d'analyse réalisée en décembre 2023. Cependant, conformément au point II de l'article 4 de l'arrêté « PFAS », l'exploitant n'a pas réalisé chaque mois, et sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS. Sous un délai de 4 mois, l'exploitant procédera aux deux dernières campagnes d'analyse qui devront être sur 2 mois consécutifs. Par ailleurs, avant de réaliser cette campagne, l'exploitant a indiqué avoir réalisé une liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il a réalisé cette liste à partir de ses FDS (fiches de données de sécurité) et des informations obtenues par ses fournisseurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 4 mois, l'exploitant procédera aux deux dernières campagnes d'analyse qui devront être sur 2 mois consécutifs. L'exploitant saisira également dans Gidaf les valeurs des campagnes d'analyse des PFAS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois